



ÉDITORIAL

Macron et le désaveu de la jeunesse

PAR MAUD VERGNOL, CODIRECTRICE DE LA RÉDACTION

Ils sont nés sous Sarkozy, ont grandi avec les espoirs déçus de la gauche socialiste au pouvoir, connu les attentats de 2015 et les militaires armés jusqu'aux dents devant leurs écoles. Ils ont appris les exercices d'« alerte intrusion », observé plusieurs minutes

de silence, dont l'une pour un professeur décapité. Ils ont été la première génération confinée par une pandémie.

Ils se sont éveillés à la citoyenneté sous Emmanuel Macron, ont vu leurs grands-parents manifester en vain pour défendre leur retraite, découvert la répression des gilets jaunes, éprouvé dans leurs corps les premiers effets du réchauffement climatique et vu la guerre gagner du terrain jusqu'aux portes de l'Europe. Ils évoluent dans un pays qui s'appauvrit, où les conditions de vie de leurs parents se dégradent. On les dit individualistes, rivés à leur téléphone, moins intelligents que leurs aînés, trop fragiles pour affronter le désordre du monde.

Et pourtant... Voilà trois semaines que les lycéens se soulèvent pour réclamer davantage de services publics et une école qui leur ouvre les portes de l'avenir au lieu de les refermer. Leurs revendications ciblent des classes surchargées, un bâti scolaire totalement inadapté, un manque d'enseignants criant et la machine à broyer Parcoursup. Partie d'une mobilisation spontanée en banlieue parisienne, la contestation s'est étendue, prenant tout le monde de court. D'une ampleur inédite depuis des décennies, elle exprime à la fois des griefs très concrets et une angoisse bien plus profonde. De la réforme du bac portée par Jean-Michel Blanquer à Parcoursup, une décennie de réformes macronistes a bouleversé leur quotidien et rétréci leur horizon. Même ceux qui parviennent à franchir le filtre de l'algorithme se heurtent ensuite à un coût de la vie étudiante qui, selon l'Unef, a augmenté de plus de 35 % depuis 2017. Avec un coût mensuel moyen supérieur à 1 000 euros, étudier devient un luxe que nombre de familles ne peuvent plus se permettre.

Face à cette colère, le gouvernement n'a su ni entendre le malaise ni prendre les revendications au sérieux. Une fois encore, il a choisi la matraque plutôt que le dialogue. Plusieurs centaines de jeunes ont été blessés, certains grièvement : l'un a perdu une main, un autre un œil, un troisième a eu la mâchoire brisée. Au 10 octobre, près de 7 000 jeunes avaient déjà été placés en garde à vue depuis le début du mouvement, dont 86 % de mineurs. Un sinistre bilan qui dépasse celui du CPE (contrat première embauche), des gilets jaunes et même de Mai-68.

Le pouvoir reprochait à la jeunesse sa passivité, il les écrase dès lors qu'elle s'exprime dans la rue. Lundi, le Défenseur des droits annonçait avoir reçu 28 saisines depuis le début du mouvement. Le gouvernement comptait sur son essoufflement à quelques jours des vacances scolaires. Il a oublié que la colère des lycéens n'est pas la seule. Qu'elle s'additionne à celle des enseignants, des fonctionnaires qui ne se résignent pas à la destruction méthodique des services publics, à celle d'une majorité de Français qui n'arrivent plus à vivre dignement tant la vie est chère et les salaires bas, et pourraient s'exprimer ensemble le 17 octobre.

En 2025, Emmanuel Macron confiait à l'écrivain Emmanuel Carrère : « Je n'ai jamais été un adolescent. Je n'aime pas les adolescents. Je ne les comprends pas. » Les adolescents le lui rendent bien. Ce second quinquennat agonisant s'achève sur la pire des sanctions pour un président : le désaveu de la jeunesse, de celles et ceux qui incarnent l'avenir du pays. ●

On dit les lycéens individualistes, rivés à leur téléphone, moins intelligents que leurs aînés, trop fragiles pour affronter le désordre du monde. Et pourtant...